

**Féministe :**  
**faudrait**  
**beau**  
**voir**

P. 7



Les tôles ondulées, les vaches aussi

irrégulomadaire satirique N° 72, avril 2011

**Voyantes à nage**  
**Le tourisme**  
**chiément**  
**connoté**

On aurait pu appeler ça *Le trip à Nantes*. Mais non trop ciblé clientèle toxico. Faut viser large.

Paraît que le nom est en phase de test, d'après Jean Blaise, son papa. « *Le voyage à Nantes®* » est une offre culturelle pour soigner l'attractivité de la ville, en fédérant le syndicat d'initiative, le château, la cathédrale et les œuvres éparses d'Estuaire. L'appellation « *Le voyage à Nantes®* », est sans doute destinée à vendre un package touristique en fédérant les vécés du Hangar à bananes, les toilettes de l'opéra, les gogues des Machines de l'île et les cagoinces du château des ducs, parce qu'il faudra bien faire pisser tous ces gens qui vont découvrir Nantes et boire des coups à tous les coins de rue pour oublier qu'il n'y a pas grand-chose à voir. Le blog « *La Méforme d'une ville* »\* a compilé les effet désastreux du nom pourtant destiné à faire rêver: « *Cela rappelle Le Voyage à Paimpol, de Dorothee Letessier, escapade manquée d'une Briochine frustrée qui déclare: "Je ne sais plus quoi faire. Je m'ennuie. Je m'emmerde". Ou Le Voyage à Deauville, court métrage glauque de Jacques Duron, où l'un des garçons voudrait bien mais l'autre préfère les filles, quoique, si le premier y met le prix... Ou encore Le Voyage à Bordeaux, de Yoko Tawada, que Les Inrockuptibles résumait ainsi\*: "Il se passe à peine quelques heures entre le point de départ du Voyage à Bordeaux, avec l'arrivée de Yuna dans cette ville, et la fin, où elle se fait voler son dictionnaire allemand-français à la piscine. Entre-temps, que se sera-t-il passé? Quasi rien".* »

Bon, bon, pas terrible tout ça. D'autres références? *Le Voyage à Cythère de Baudelaire* mais, là encore, le rêve fait flop: « *une île triste et noire, un terrain des plus maigres, un désert rocailleux troublé par des cris aigres* ». *Le Voyage à Biarritz*, pièce de Jean Sarment, membre du « groupe de Nantes » avec le pré-surréaliste Jacques Vaché, mais sa pièce ne vaut pas tripette question attractivité et marketing territorial: « *Ce voyage là n'est qu'une chimère dans la tête de Guillaume Dodut, chef de gare à Puget-sur-Var* » (il est dodut le chef de gare, ah! ah! ah!). Autre chose? « *Pas moins chimérique est Le Voyage à Reims, opéra de Rossini dont les protagonistes ne verront pas la Champagne, coincés qu'ils sont à l'Hôtel du Lys d'or de Plombières-les-Bains* ». C'est sûr, ça plombe. On pourrait tenter de renommer le package touristique le Dodut-Atlantique. Devant le désarroi des communicants, une idée peut-être, consensuelle pas trop prise de tête. Appelons ça tout bonnement le « *produit nouveau syndicat d'initiative* ». On nous dit que ce serait une mauvaise idée, en fait. Jean Blaise ne supporte pas l'idée de syndicat. ■

Jules Berne

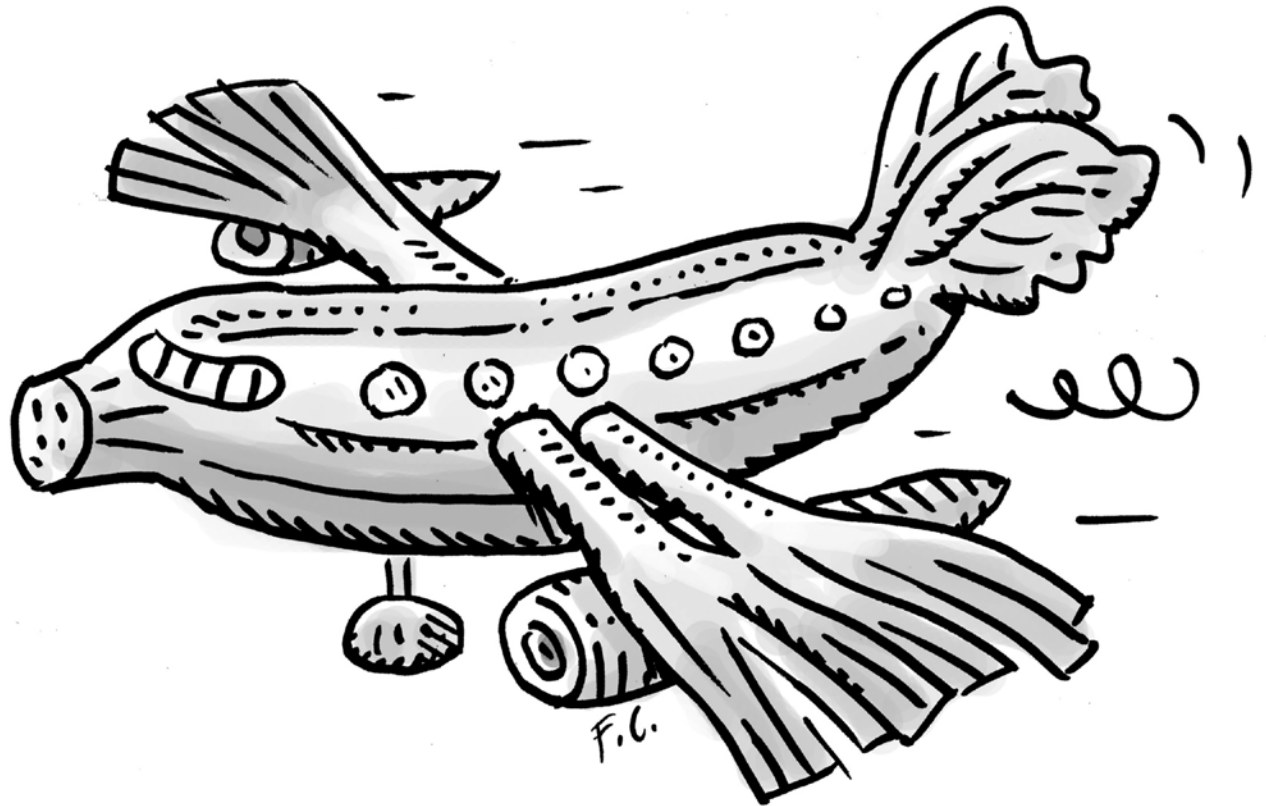
\*http://lameformeduneville.blogspot.com

# VINCI

## OH LE GROS ENVIRONNE

# MENTEUR

**Bonimenteur du BTP durable, Vinci prépare son aéroport avec du vert dans tous les coins, au-dessus, en-dessous. Même les nuages seront bio. À les croire, Notre-Dame-des-Landes deviendrait plus nature qu'un yaourt au vrai goût de forêt amazonienne. ► p. 2**



**Blablaverdurable**

## L'aéroport qui se plante

**Première opération : repeindre le baratin en vert. Histoire de planter les écolos en leur coupant l'herbe sous le pied. Y a des coups de pied au HQE qui se perdent.**

**L**IRE les prescriptions\* pour la construction de l'aéroport fait tomber sur des explication fumeuses. Merveilles de la fiction, les images de synthèse dessinent au paysage plus vert qu'aujourd'hui, et même des moutons sous des panneaux d'une hypothétique « ferme photovoltaïque » de 100 hectares. Le discours suit la même veine. Leitmotiv de ces annexes techniques, le bocage, garanti plus beau qu'avant.

\* schéma de composition générale, annexe 8

● **Horticol.** Prise dans une « démarche paysagère », et « pour rechercher une nouvelle harmonie dans la transformation du paysage », l'implantation de l'aérogare et des pistes prétend respecter le bocage, étant donné « l'importance de l'image qu'il présente pour le développement de la région au travers de sa vocation horticole ». Horticole? On cherchera vainement les serres et pépinières dans ce bocage qui n'est évidemment pas horticole. Jardins et potagers y sont rares, et on n'y cultive

ni fleurs ni légumes. Juste des vaches laitières. Quand on est ingénieur aéronautique, tout ça, c'est vachement vague.

● **Futur antérieur.** Il ne faudrait pas croire qu'un aéroport détruit la campagne. C'est tout le contraire: il faut « offrir une vitrine végétale représentative du bocage de la région », et « développer le végétal à partir de l'histoire et celle du devenir ». Allusions historiques et science fiction: ça vaut toutes les fumures naturelles. ► suite p.2

## L'aéroport qui se plante



● **Nature en toc.** Croix de bois, croix de fer, l'aéroport est conçu avec «une relation prioritaire Naturel/Artificiel», qui touche vite ses limites que la langue de bois ne peut masquer: «On ne peut évidemment pas nier que les installations de l'aéroport ont une présence artificielle qu'il ne convient pas de cacher mais de réduire». Il est en effet bien question de remblais, terrassements et dépôts de matériaux, mais il faut «utiliser le motif du bocage (haies, prairies et damier de champs) comme un emblème pour ce nouvel aéroport». Finalement, la priorité au naturel se limite à une toiture végétalisée, 11 394 places de parking sillonnées de quelques fausses haies, et un peu d'herbe autour des pistes, comme dans n'importe quel aéroport, mais attention, subtile innovation: «les surfaces les plus proches des pistes d'atterrissage sont couvertes d'herbacées rases de différentes couleurs, ce qui rappelle la géométrie des surfaces encadrées de haies, mais sans celles-ci». Mieux que du bocage Canada dry, c'est juste un coloriage à voir de haut. Pas facile de faire passer les vessies en béton pour des lanternes bio.

● **Touche du bois.** Après avoir traversé un faux bocage de parking (avec «présentations historiques du bocage, panneaux, visuels»), le voyageur va se trouver dans une «forêt» de quelques pieds de palmiers, camélias, magnolias. C'est le concept du local au global. De la verdure du coin à l'exotique, comme métaphore du voyage. Simplement génial. Ce n'est pas tout: «Les façades du terminal, en éléments de bois massifs évoquent une "forêt construite"». Rien que ça. Et elles «placent les bâtiments en résonance du paysage existant», qu'on a accessoirement ratiboisé. Comme Vinci ne recule devant aucun sacrifice pour paraître écolo, la zone commerciale présentera «quelques maquettes et démonstrations montrant le rôle qu'a joué le bois dans l'aventure aéronautique, par exemple les hélices». Pour la couleur locale, il faudra penser à lâcher quelques lapins verts de peur.

● **Sous le tapis.** On n'est jamais assez audacieux. Question architecture, «le terminal se glisse sous ce paysage, il s'installe sous une pièce de bocage qui simplement le recouvre». Voilà enfin la confirmation que ce projet d'aéroport est enterré.

● **Bien placé.** Vinci n'oublie pas qu'un de ses métiers est de louer des places de parking. Le plus

proche du terminal passagers, le parc de stationnement Premium de 448 places, les plus chères, est destiné «à évoluer dans l'avenir en parking silo de capacité supérieure».

● **Or ni car.** Dans les engagements de l'État, il est question d'«assurer potentiellement une desserte tram-train de l'aéroport», mais potentiellement seulement. Sinon, «dans l'hypothèse où le tram-train ne serait pas opérationnel à l'ouverture de la plate-forme aéroportuaire, assurer une desserte cadencée par autocar avec un bon niveau de fréquence».

● **Carbone à tout faire.** Le phénomène d'exclusion impacte affreusement nos amis avions, qui seront exclus du bilan carbone. Réduire ses émissions de CO2 est évidemment un élément stratégique d'affichage d'un projet si vertueux. Reste que le bilan carbone présenté est «fondamentalement

soumis aux aléas sur les hypothèses faites. Ainsi, il ne faut pas considérer que les coûts en carbone – pour la construction et la gestion de l'aéroport – ne sont et ne sont seulement que ceux présentés ci-dessous, mais qu'ils peuvent être amenés à varier suivants d'éventuels changements», avec mises à jour «en fonction des éventuelles variations du projet ultérieurement». Plus on est de flous, plus on rit. En tous cas, là où il est précis, c'est sur ce qui ne compte pas: le «périmètre du bilan carbone» a d'ores et déjà exclu la tour de contrôle, l'hôtel attenante, le resto inter-entreprises, mais surtout «les déplacements des avions au sol et dans les airs», ainsi que ceux du personnel et des passagers. Faire les comptes d'un aéroport sans compter que les avions et les passagers se déplacent, fallait oser. ■

José Baveur

## Nantes, capitale de la verte embrouille

**Trophée, label, gloriole: Nantes Capitale verte. En planquant soigneusement sa complicité dans le projet d'aéroport.**

COMMENT Nantes a-t-elle pu décrocher le trophée «capitale verte» 2013?

C'était à l'automne. Les feuilles mortes rivalisaient avec les sanglots longs des violons. L'élue Vert Ronan Dantec a mis un mouchoir sur son opposition au projet d'aéroport. Il est là avec Jean-Marc Ayrault l'écolo-productiviste\* pour vanter sa ville. La commission européenne a choisi Nantes en retenant les critères mis en avant: le tramway et le vélo, l'anecdote du jardin des pollens à allergies du Jardin des plantes, la gestion de l'eau de Loire et de l'Erdre, un plan pour réduire les émissions de CO2 d'ici 2020 et «la présence de nombreuses zones Natura 2000 et d'autres périmètres de conservation de la nature aux abords de la ville». Ces deux derniers arguments font dans le genre Pinocchio, si on recoupe avec l'impact de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Consulter sur le site de la Commission européenne la présentation faite par les truqueurs de Nantes Métropole devant le jury est plein d'enseignements. La plupart des cartes intègrent zones humides et zones agricoles, «supports à circuits courts», en s'arrêtant soigneusement à la limite de l'agglomération. Intitulée «Valoriser l'environne-

ment et le cadre de vie pour tous», une carte, une seule, ouvre sur tout l'estuaire, figurant anonymement l'emplacement où est projeté l'aéroport, mais sans le désigner comme tel: il n'aurait pas fallu effrayer la commission européenne.

Autour de la discrète tache couleur sable, convergent de grosses flèches vertes. C'est quoi? La légende l'indique: «Préserver la biodiversité: assurer les continuités écologiques». Carrément. Ces flèches vertes buttent étrangement sur la tache jaune de l'emprise du projet de Notre-Dame-des-Landes. Et autour de ce ballon bien dégonflé, la carte s'est teintée en joli jaune bouton d'or. La légende donne la traduction: «maintien des coupures vertes agricoles». Alors qu'on va justement ratiboiser ces espaces paysans. Le label capitale verte a donc été obtenu en gribouillant une carte au crayon de couleur. Autrement dit, en bluffant sur le maintien d'espaces naturels, alors qu'on va voler 2 000 hectares à l'agriculture et bétonner les accès, bretelles de voie express, barreau autoroutier et ponts de franchissement. Moralité: les Tartuffes prennent les gens pour des truffes. ■

\* Le Nouvel Observateur, 10 novembre 2010

## Les paysans conviés à faire mumusée

**Une ferme de démonstration, des jardins familiaux, un observatoire du suivi agricole, une Amap parachutée, des subsides aux universitaires... Qui est plus écolo que Vinci, le géant du BTP? Hein qui? Ah ah, on sèche...**

L'AÉROPORT n'a pas que des partisans, et Vinci le sait. Donc opération séduction et peinture verte partout. Objectif: avoir l'air plus écolo que jamais. Dans les annexes de la convention par laquelle l'État octroie la concession à Vinci, le cahier 6 («prestations à la charge du maître d'ouvrage») prévoit de créer une ferme reconstituée, genre musée vivant, et une Amap avec les salariés de l'aéroport.

### Faire mumusée

Pour «maximiser les emprises» foncières, c'est à dire les zones libres face à l'aérogare, «en attendant les extensions des parkings, et des entreprises directement liées à l'activité aéroportuaire (fret, etc.), les terrains inoccupés pourront être mis à disposition des agriculteurs dans le cadre de conventions de gestion». Avant que des entreprises de services s'implantent, de vrais paysans du cru pourront y faire mumuse. Ou mumusée. En tous cas provisoirement. L'annexe de la concession liant Vinci et l'État s'est dotée d'un chapitre intitulé «Tribune des agriculteurs dans l'aéroport». Ce qui place parfaitement les enjeux. Cause toujours. Y est planifiée une «ferme de démonstration» folklorisant l'agriculture locale pour les voyageurs pressés en mal d'authenticité sans se croter les escarpins. Un peu comme les vieilles expositions coloniales du début du XX<sup>e</sup> siècle, les gentils colonisés étant ici remplacés par de «vrais agriculteurs locaux» (on peut les toucher, papa?) pour tenir des stands de démonstration (en costumes?) et faire comprendre au voyageur ce qu'est le travail de la terre... Et avec ça, il est question d'un «parcours pédagogique imaginé par le concessionnaire». Vinci a un autre cadeau à faire aux paysans à qui on retire les terres: il pourraient être employés à entretenir les zones compensatoires («maintien et pérennisation des habitats naturels et des espèces patrimoniales»), les quelques mares artificiellement recréées comme lot de consolation. C'est ça, la création d'emploi. On supprime les paysans, et on en garde un ou deux comme gardiens de grenouilles en uniforme Vinci.

### Ah, ma plate forme!

Amap voulant dire «association pour le maintien d'une agriculture paysanne», ça peut faire bien dans le paysage, au moment où on s'apprête justement à ratiboiser 2 000 hectares de terres agricoles à Notre-Dame-des-Landes. Donc va pour une Amap, histoire de ramener un panier de légumes bio après avoir surveillé le plein de kérosène des zingues. Sauf que normalement, c'est une initiative volontaire des partisans de ces circuits courts. Dans le cas de Vinci, tout est mené à l'envers. C'est une cadre de Vinci, la responsable développement du-

table, qui lance l'opération pour convaincre le personnel. Autant dire une pure opération de com. Est d'abord prévue une soirée de présentation au personnel, avec projection du film de Coline Serreau «Solution locale pour désordre global», à laquelle sont conviés des producteurs bio et des responsables de l'interAmap 44, le collectif fédérant les Amap du coin. Les plus coopératifs pensent qu'on peut aller débattre avec Vinci, lui prouver que son opération n'est qu'un leurre pour tenter d'enfumer les écolos. Mais l'invitation sent trop la manipulation, l'opportunisme et une démarche parachutée – de toute façon contradictoire avec l'esprit d'une Amap où les consommateurs sont à l'initiative – par leur patron pour satisfaire ses besoins d'image. Finalement, le staff de l'aéroport a déclaré forfait, la préposée à l'écologie de communication annulant la soirée de séduction.

### Factice sa toile

Qu'importe, l'attirail a fait le plein de simulacres concédendants. Est aussi prévu un «observatoire du suivi agricole» (alors qu'on va détruire les exploitations agricoles, mais bon), la création de «jardin collectifs» pour «les salariés des entreprises présentes sur la plate-forme et des habitants des communes avoisinantes» qui n'attendent que ça, c'est évident, pour planter leurs patates, et même pour des «gens en difficultés sociales» et en réinsertion: «le fruit de leur culture pourra être vendu aux salariés en complément des produits issus de l'Amap ou dans les boutiques de l'aéroport». On imagine la boutique duty free pleine des topinambours bio labellisés made in insertion, à emmener à l'autre bout de la planète pour montrer qu'ici on sait faire dans le circuit court bonne conscience.

Et tant qu'à faire, un «document témoin sur l'histoire du site, éventuellement le sujet de mémoire d'un thèse ou d'un doctorat» est aussi envisagé par Vinci, décidément très cynique. Avant de détruire, garder une trace. ■

Nicolo Culot



LE BONHEUR EST DANS LE PET



Écolo mais pas trop

## Le bonheur est dans le prêchi-prêcha

Croissance, productivisme, et matérialisme sont les trois mamelles du malheur. La secte qui assène de telles billevesées ? Le PS.

Les partisans de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes optent parfois pour la schizophrénie. Le lobby pro-aéroport se proclame plus écolo que tout le monde, et tant pis s'il est surtout question de béton, de pétrole et de kérosène. Après tout, Ayrault s'est bien déclaré «écolo productiviste»\*. On n'en est pas à une contradiction près. Autre grand écart à la Région. Lisez-ça : «On voit les impasses d'un modèle de la croissance centré uniquement sur les biens matériels et d'un modèle de développement qui met la finance au cœur de toute l'organisation de l'économie». Cette déclaration qui paraît teintée d'anticapitalisme primaire n'émane pas d'un dangereux agitateur mais bien d'un dirigeant socialiste local. Le ver est dans le fruit.

En septembre 2010, Christophe Clergeau, vice-président de la Région et président de la commission économie innovation, expose une démarche de recherche de nouveaux critères de bien-être commun, née dans le cadre d'Agenda 21 qui traite de développement durable et des engagements des collectivités. C'est très tendance en fait : tout le monde le dit, les grands indicateurs de richesse ne transcrivent pas l'idée d'un bonheur partagé. Exemple avec le PIB «essentiellement centré sur la richesse matérielle», selon Clergeau. D'où l'ouverture d'une atelier «citoyen» pour définir de nouveaux critères «qui pour certains existent peut-être (social, sanitaire, accès aux loisirs)» ou pour d'autres «seraient à inventer». Le but : «Penser et agir autrement et pour trouver une nouvelle manière de piloter l'action publique régionale». Bon, c'est quand même un instrument de management, et le pilote dans

l'avion est bien identifié. Curieux comme les raisons mises en avant par le club de partisans de l'aéroport pourraient justement s'appliquer tout naturellement à l'abandon du projet. Déjà rien que les doutes sur la croissance, les défiances affichées devant le matérialisme, la finance au cœur de l'économie. Autant de distances prises avec ce qui apparaît comme la pensée profonde des partisans d'un nouvel aéroport à tous prix. Un mémo diffusé par le site internet de la Région compile les critiques : «Le PIB additionne création et destruction (armement, accidents) et ignore l'impact sur l'environnement». Et pour les indicateurs alternatifs, c'est pas terrible non plus : l'indice de santé sociale «intègre essentiellement des données négatives (mal-être, mal-vivre ensemble, endettement)» et, dans le cas précis des Pays de la Loire, enregistre «emplois précaires, accidents du travail, conflits du travail». Horreur et putréfaction ! Le bilan carbone consommation n'est qu'une «unité de mesure abstraite (TeqCO2) et arbitraire, (qui) ne tient compte que de la partie énergie des importations alimentaires (et) exclut émissions gaz à effet de serre de la production exportée». Le bilan carbone production «n'intègre pas le contenu carbone des produits importés, (contrairement au bilan carbone consommation)», l'empreinte écologique «ne témoigne pas des atteintes à la biodiversité, n'intègre l'économie que de façon partielle, ne tient pas compte des questions sociales ou démocratiques, implique des approximations dans les calculs (conversion)».

Eh ben dis donc. À qui se fier ? ■

\* Le Nouvel Observateur, 10 novembre 2010

ouah

## Rien à déclaboum

Un aéroport moderne et écolo, c'est dangereux. Selon le schéma de composition générale, annexe 8, page 48, l'espace dédié aux Douanes prévoit un chenil de 250 m<sup>2</sup> et un dépôt d'explosifs. Pour faire péter les crottes de chien ? ■

Rebut de presse

## Villa déchets, concept jetable

L'événement devait s'exporter ailleurs. Trop cher. On restera dans le circuit court, nanto-nantais.

CONSTRUIRE une maison avec des rebuts urbains, tel a été le pari de Villa Déchets®, avec appel à générosité, à donner du temps pour la planète. «Défi collectif», «architectural et communautaire», «durable» clamaient les slogans. En apparence pédagogique et bien pensante, l'initiative parrainée par Nantes Métropole aura mobilisé des centaines de bénévoles, 5000 selon les organisateurs, aucun chiffre selon la police, mais parfois les mêmes sont revenus plusieurs fois marnier gratos, fabriquer des briquettes de papier mâché et des cloisons en palettes récupérées, troublant les stats. Cette belle idée cache un business, une «opération» dotée d'un budget conséquent, et d'un destin de marchandise reproductible. Vendre aux enchères des nuitées dans la maison a laissé penser avant même les finitions que c'était déjà un produit d'aventure urbaine, commercialisable pour bobos. Ce qui est le premier métier de Yann Falquero et Frédéric Tabary, les deux initiateurs de ma villadèche de récupe.

Paris est tenté, Delanoë a dit banco mais pas tout seul et ça coûterait bonbon, entre 800 000 et 900 000 euros, trois fois plus qu'à Nantes (sans compter la logistique Nantes Métropole), selon Yann Falquero. Le gros sponsor sollicité à Paname a lâché l'affaire : «On y a cru. Notre relais appelait Martin Bouygues par son prénom et lui envoyait des SMS, mais finalement Bouygues ne suivra

pas», déplore Yann Falquero. Villa Déchets® a fait l'objet d'un dépôt de marque mais, depuis, le nom a été partiellement revendu à un sponsor principal, la société Maisons du monde, qui doit commercialiser une gamme de produits recyclés design dans ses magasins disséminés dans toute la France. D'octobre à décembre, l'opération a évolué dans une débauche de communication. Création d'un logo pour l'opération, d'un site, d'un blog, de pages facebook, d'un compte tweeter, et un livre à venir pour mémoriser l'événement. Sans oublier la création de gadgets, sacs en

toile estampillé du logo, badges, 5000 gobelets en plastique forcément durable toujours imprimés du logo, ou ces bracelets en plastique verts estampillés [www.villadechets.org](http://www.villadechets.org) pour véhiculer l'image de la marque, avec crochets tout aussi en plastique et indispensables porte-gobelet pour pas égarer son glass en plastoc. Les promoteurs ont annoncé la même opération dans des grandes villes, Bruxelles, Marseille, Paris, et même New York.

Mais finalement rien du tout. La maison durable ne passera peut être pas l'automne dernier. ■



Plaidoyer maison

## Maisons du monde des affaires

La société Maisons du monde le dit : On n'est pas ce qu'on dit de nous.

Lulu persiste : si si !

SPONSOR de la Villa déchets, épinglée par Lulu\*, la société Maisons du Monde a mandaté un huissier pour faire parvenir son droit de réponse. C'est d'un chic. Ça doit être pour paraître plus impressionnant qu'un simple recommandé. Voilà ce que dit le papier signé Xavier Marie, le patron de la maison : «Maisons du Monde précise qu'elle n'est pas cotée en bourse et qu'elle est détenue en grande partie par son fondateur et ses salariés; tous ses directeurs de magasin et les salariés du siège

ont été invités à entrer au capital de l'entreprise. Maisons du monde détient 211 magasins principalement en France et vend, outre des objets de décoration et d'ameublement, des articles d'art de la table et du textile de maison. Au-delà de son partenariat avec Villa-Déchets, Maisons du monde en tant qu'entreprise citoyenne et engagée, a mis en place une politique de développement durable : usage de bois légal et certifié; lancement de la première plantation certifiée en Inde; financement de "man and nature", un programme qui pré-

serve des sites naturels exceptionnels en impliquant des populations locales. Concrètement, Maisons du monde a consacré à ces actions un budget de 1 500 000 euros, détail sur [www.maisonsdumonde.com](http://www.maisonsdumonde.com).

En «grande partie»: juste 20%. Sans compter Ixen, actionnaire minoritaire, Apax Partners et le fonds d'investissement LBO France détiennent 70% de Maisons du monde. Mais bon, depuis 2008, ils font partie de la famille. Ou alors Maisons du monde est considéré comme squatter. Vite, un huissier qu'on les expulse. Apax Partners a mis 26 millions d'euros dans la société de Vertou via son fonds Altamir Amboise qui est coté en bourse, et qui se définit comme «L'accès par la bourse au capital investissement professionnel». Donc c'est vrai, que Lulu prenne la fessée, Maisons du Monde n'est pas directement cotée en bourse. Mais ça n'en fait pas un petit artisan familial. Quant au turnover des salariés par ravis-ravis du climat maison, le patron préfère ne rien en dire. Le petit personnel ne comprend jamais rien à l'ambiance familiale. ■

\* Ma cabane au blablaba, Lulu N° 71, décembre 2010

Pas touche

## Saleté d'insectes rares

Succise, Mercure, pourquoi tant de survivants ?

On avait déjà repéré le triton crêté dans les zones humides brigüées par l'aéroport. Question recours juridiques, les écolos de sont récemment fait recaler par la Commission de Bruxelles, faute d'être en zone Natura 2000. La parade passe via le Parlement européen en jouant les espèces rares comme le damier de la Succise un papillon mordoré à taches orangées et de l'agron de Mercure, une libellule à rayures bleues. Deux espèces en danger, comme le triton crêté, protégées par des textes européens, Directive Habitats, annexe II, et liste rouge officielle des espèces menacées. Une étude complémentaire est en cours pour vérifier les données qui datent de 2001 et 2002. Saloperie de nature. Même quand ça vivote en catimini, faut que ça mette des bâtons dans les roues des avions. Mais ça n'étouffe pas Vinci qui, dans ses documents de préparation parle d'«augmenter la biodiversité des emprises concédées maintenues en espace naturel». C'est bien connu, la biodiversité se booste au kérosène. ■

Simone fémininaliste

# Féministe, faudrait beau voir

On ne naît pas précaire, on le devient. On ne devient pas considérée, on se bagarre pour. Être femme, salariée de la maison fédérant les féministes nantaises, ne protège ni contre la précarité, ni contre la déconsidération.

ENTRE les salariées et leurs dirigeantes féministes, il y a comme un hiatus. Le 8 mars, jour de lutte des femmes, trois petites mains de l'Espace Simone-de-Beauvoir ont fait grève, installées sur le trottoir, soutenues par la CGT et Femmes Solidaires. Pas très bien vu. Elles «*dévoient le sens du 8 mars*», disent les dirigeantes. «*Prendre la parole, faire grève, c'est l'essence même du féminisme*», rétorquent les trois triblions. Sur le pavé, elles débattent le manque de considération, le temps de travail partiel subi. Ce sont pourtant des thèmes centraux des batailles féministes, le boulot en miettes, la précarité, les salaires au rabais refilés aux femmes.

«*On est fatiguées de porter des valeurs de dignité, d'autonomie dans les discours, valeurs qui ne sont pas respectées par notre employeur, le conseil d'administration de l'Espace*», explique alors Badra, chargée de l'accueil. Elle a depuis négocié son départ. Vivre seule avec 900 euros dans de mauvaises conditions de travail, ça n'incite pas à s'incruster. Sur les six salariées, quatre sont à temps partiel. Marie-Laure, chargée de communication, a demandé à modifier son emploi du temps pour travailler le lundi, plutôt que le mercredi où les frais de garde d'enfant lui pompent un quart de son salaire, un millier d'euros net. Refusé, sans argument. Et le quotidien s'émaille de petites vexations, de détails qui, accumulés, rassemblent tous les ingrédients d'un certain mépris dans le boulot, pour ne pas dire mal-être. La médecine du travail a été alertée. Apparemment, le job qui devrait être passionnant, serein et engagé, fait fuir. Le turnover est permanent parmi les salariées. Badra est la dernière sur la liste. Les arrêts maladies se multiplient.

«*On ne nous dit pas bonjour, on ne nous regarde pas. En réunion, des administratrices s'adressent à mes collègues pour me dire quelque chose*», témoigne Marie-Laure. Avoir alerté a accentué la rupture: «*On nous dit de pas être militantes, qu'on a un devoir de loyauté. C'est la fuite en avant, projet après projet. On ne se concentre que sur des problèmes logistiques. Jamais on n'aborde de question féministe*».

L'association Mix-Cité dénonce «*le manque de cohérence, de projet bien défini, de débats d'idées [qui mène] à des situations inacceptables, telles que la tolérance, au sein de l'ESB, de propos racistes et islamophobes tenus par une intervenante devant le public (voir ci contre), sans qu'aucune des personnes organisatrices de l'évènement ne réagisse*». Mix-Cité enfonce le clou: «*L'Espace Simone-de-Beauvoir fonctionne de manière totalitaire, ce qui engendre la souffrance des salariées, la démobilisation des militants et, d'autre part, décrédibilise le mouvement et les idées féministes*».

Depuis? Les salariées ont du remenacer de faire grève pour obtenir une réunion de trois heures



et demie avec leur employeur dont aucun engagement n'est sorti. «*C'est triste. C'était déjà triste de faire grève le 8 mars. On a l'impression que nos dirigeantes font l'autruche, que les choses vont entrer dans l'ordre par elles-mêmes...*», dit Marie-Laure. Sollicitées, les dirigeantes ont opposé un silence poli, faisant répondre

que «*les discussions sont en cours entre les salariées, les syndicats et les administratrices*». Il y a plus inconnu que le soldat inconnu: sa patronne. ■

Alexandra Quellontaille

\* Présenté comme unique en Europe, l'Espace Simone-de-Beauvoir est une maison des féministes regroupant 29 associations.

Zelentisme

## La tactique du saucisson

Débat sur la burqa. Le 8 décembre 2009, l'Espace Simone-de-Beauvoir a reçu Anne Zelensky, une féministe historique, figure, à côté de Simone de Beauvoir, du manifeste des 343 salopes pour le droit à l'avortement, en 1971. Seulement, depuis, Anne Zelensky a sérieusement viré à l'extrême droite, menant croisade contre l'islamisation avec les identitaires et les nationalistes les plus radicaux, associée aux apéros saucisson au sein de Riposte Laïque qui dénonce la «*dilution de la nation française dans l'ensemble euro-péenn du Traité de Maastricht*». Il y a eu quelques grincements de dents des féministes nantaises, mais le conseil d'administration (qui avait pourtant été alerté à l'avance par les salariées) n'a pas bronché. Après coup, la lettre d'info se contentera de signaler que «*l'Espace Simone de Beauvoir regrette sincèrement les paroles réductrices et stéréotypées tenues par Anne Zelensky ce soir-là*». Un objection très fémininaliste. ■

Canto mâle

## XY écrase XX

Un homme sur deux est une femme, mais pas partout.

Sur 101 départements (avec le nouveau venu, Mayotte), cinq sont aujourd'hui présidés par une femme mais aucun dans l'Ouest. Si on affine la recherche, le deuxième sexe n'a jamais été placé à la tête de la Loire-Inférieure. Les dernières élections améliorèrent un tout petit chouïa le tableau avec désormais 11 élues contre dix précédemment pour une assemblée de 59 sièges. Et le nombre de vice-présidentes

passé à 5 sur 15 contre 4 sur 14 sous le règne de Patrick Mareschal\*. En même temps, le challenge n'était pas facile dans l'Ouest: un seul conseil général géré par une femme et hop, on «*superformait*» (comme ils disent en bourse) la moyenne nationale au risque d'attirer l'attention de tous les médias et autres «*experts*»! ■

\* réduites à 3 après la démission en février 2010 de Françoise Verchère.

Buldozèrments

## Le PDG de l'hyper, as du gagne terrain

Expulsion, excuses, exclusion. L'extraordinaire patron de la grande distribe cumule les ex.

PIERRE Chartier, le PDG des hypermarchés Leclerc Atlantis et Paradis est un être plein de bonté. Capable de s'excuser «*sincèrement*» pour avoir expulsé, buldozèrment et hors de tout cadre légal, deux mères isolées et six gamins Roms d'un bout de terrain attendant au parking d'un de ses temples de la consommation\*. Comme un gars qui met un uppercut à un gamin et qui dit c'est pas ma faute, c'est ma main. Chartier n'a rien contre les Roms.

Peut être qu'il a même donné des instructions pour qu'on ne les fasse pas payer plus cher, aux caisses. Quand il ne joue pas j'expulse-j'm'excuse, ce brave Chartier a une conception tout aussi généreuse de la propriété. Question domicile, il donne dans la petite surface, petit lopin de 14 hectares, excusez du peu, le long de l'Erdre, à Carquefou. Avec 49 représentants de la bourgeoisie nantaise qui se la jouent Ancien régime et quelques descendants

# Pan! Sur le germe Les frangins blindés de reconnaissance

Les gérants du musée du Grand Blockhaus peuvent s'affirmer «*pangermanistes culturels*», la justice leur permet. La société est vraiment permissive.

LES frères gérants peuvent dire merci aux juges d'avoir clarifié ce qu'on peut dire ou pas sur leur musée. Et surtout à Christian Brétécher, simple habitant de Batz-sur-Mer. Les hasards de la vie ont fait qu'il n'est pas très porté sur la nostalgie du III<sup>e</sup> Reich. Comment lui en vouloir? Nul n'est parfait, après tout. Ancien conseiller municipal de la commune, il a ferrailé contre l'installation d'un musée guerrier dans un blockhaus concédé à deux frères collectionneurs d'uniformes et de vestiges de l'époque\*. Christian Brétécher n'a jamais mâché ses mots. Pour défaut de mâchage, les deux frangins Brauer ont collé un procès à Christian Brétécher, pour savoir si diffamation et injure publique il y a eu, en 2008, quand Brétécher a adressé aux élus du coin un dossier exposant ses objections majeures contre le musée et ses deux promoteurs. Le 9 novembre 2010, la cour d'appel de Rennes a tranché, retenant qu'il ne fallait pas dire sans preuve que deux livres commis par Luc Brauer n'avaient pas satisfait au dépôt légal, ce qui n'est pas bien, et même délictueux\*. Sur ce seul et unique point, diffamation et injure sont caractérisées pour les juges rennais. Mais «*par contre, les expressions "omission historique", "bienveillance sur la conduite de l'armée d'occupation", "la narration confinante à l'idolâtrie de la Wehrmacht qui na pas été une armée propre peu s'en faut" sont du domaine de l'appréciation et de la critique qui est admissible en matière historique*». Les juges poursuivent en soulignant qu'avoir traité Luc Brauer d'«*historien amateur*» et de «*pisse-copie*», et le musée du Grand Blockhaus de «*centre historique de la muséographie pangermanique d'Europe*» relève de l'appréciation critique, de la critique historique et du «*domaine de la liberté d'expression, reconnue à tout opposant à un tel projet*». Idem pour la formulation «*plaque tournante du pangermanisme culturel à Batz-sur-Mer*» qui est désormais en vente libre, considérée par les juges comme «*nullement injurieuse*» puisqu'elle a été «*retenue par certains historiens pour désigner l'expansionnisme de la presse dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup>*». Parler de «*Musée Grévin de la Kriegsmarine*» n'est pas plus répréhensible: il y a reconstitution, mannequins uniformes allemands, donc la comparaison «*ne comporte aucun élément permettant de caractériser l'injure*». Les termes «*gogos*» et «*nostalgiques du III<sup>e</sup> Reich*» pourraient être considérés comme injurieux, mais ils s'adressent aux clients du musée, pas aux deux frères plaignants gérants.

Le passage «*L'appellation musée de la Poche est une véritable imposture, c'est une usurpation de titre, ce n'est qu'un bric-à-brac glané dans les surplus militaires principalement de la Wehrmacht*» reste, selon les juges, «*une critique extrêmement vigoureuse*» demeurant «*dans les limites de l'expression permise pour exprimer son désappointement quant aux objets et à la présentation qui en est offerte*».

La décision de justice\*\*\* déclare injurieuse une histoire de culture, de grand K et de petit q, que Lulu n'exposera pas ici, on ne sait jamais, il peut y avoir de jeunes personnes sensibles. ■

Karl Donuts

\* «*La pochothèque de la Wehrmacht*», Lulu n°14, septembre 1997.

\*\* «*La position de l'omissionnaire*», Lulu n° 23, janvier 2003.

\*\*\* Condamnation à 1000 euros avec sursis, et à 1600 euros ferme. Vis-à-vis du premier jugement à Saint-Nazaire le 2 mars 2010, injure et diffamation ont été majoritairement abandonnées, la sanction financière divisée par plus de cinq.



# La génération des cognes de loin

Avancée pour la démocratie, les argousins et les chaussettes à clous se mettent au pistolet à eau, jouent à la baballe et au mur dépliant. Ovest-France invente la violence douce d'État.

La police anti-émeute a trouvé son chargé de com : un journaliste d'Ovest-France qui narre par le menu\* un entraînement de CRS rennais avant le G8 à Deauville en mai prochain. La matraque? Ringarde, explique tout à trac le plumitif en faisant l'apologie des techniques douces. «L'heure n'est plus à l'utilisation systématique de la matraque et aux charges d'un autre temps», pédagogise l'article: les lances à eau haute pression «offrent l'avantage de diminuer, compléter ou remplacer le recours aux grenades lacrymogènes et aux contacts physiques». C'est sûr, c'est pas physique du tout de se faire balayer par un jet d'eau mais attention, «on peut même graduer la puissance en fonction des objectifs: la dissuasion, l'interdiction de zone, la fixation ou le refoulement». Tout ça dans le respect des droits des policiers à ne pas prendre un mauvais coup en s'approchant trop.

Il est aussi question de «grilles déployables sur une largeur maximale de 18m» et de lanceur de balle de défense, «arme de précision d'une portée de 30 m» avec son «viseur holographique». Pris par l'intensité de son reportage, le journaliste d'Ovest-France détaille le tir de précision vers un «manifestant» d'exercice: «Coup au but. Sonné mais pas blessé». On a pu apprécier, à Nantes, à Montreuil ou ailleurs combien

de «pas blessés» avaient perdu l'œil après un coup pareil. À Nantes où on attend le procès du brave fonctionnaire qui a su être si précis avec son lanceur de balle de défense, le père de la victime s'interroge: «Ne peut-on pas penser que l'emploi des lanceurs d'eau provoquerait une atteinte à la dignité humaine dans l'exercice du droit constitutionnel de manifester, atteinte qu'on croyait réservée aux situations des pays autoritaires ou en crise?». Toujours ces exagérations. Il trouve aussi à redire à propos des grilles qui protègent les CRS des contacts physiques (après tout ils peuvent avoir une allergie, ces hardis fonctionnaires): «Risques de panique, de provocation à la violence, d'étouffements et de rafles aveugles violant les droits humains?» Bon, si on peut pas discuter. Les fusils lanceurs de balles? «Comment expliquer que près d'une dizaine de jeunes gens innocents aient été gravement mutilés de la face ou de la vision, ces dernières années?» D'accord, ces armes réputés «non létales» ont aussi depuis décembre un mort sur la conscience, à Marseille. Une erreur de positionnement de la victime, certainement. Les gens ne comprennent rien. Alors qu'on sait bien que CRS, ça veut dire compagnies républicaines de savoir-vivre. ■

\* «Les CRS privilégient l'eau à la matraque», 1<sup>er</sup> mars 2011



Ziva, l'Géo!

## Faites citer les Témoins

Ce n'est pas un détournement de mineur, juste un détournemaman orchestré de longue date. Les Témoins de Jéhovah ont parfois des problèmes de dates, mais pas pour repérer la fin de la minorité d'une adepte en milieu hostile

**P**réambule: les Témoins de Jéhovah sont des gens très bien. Mais il faut être tolérant envers ceux qui ne les trouvent pas adorables. Comme Fatiha Wisick, qui vivait seule avec sa fille. Quelques jours après les dix-huit ans de cette dernière, en juin dernier, un mot sur la table de la cuisine. Maroussia a quitté la maison pour rejoindre les Témoins de Jéhovah, coupant les ponts avec sa mère qui n'a droit qu'à quelques vagues SMS et ne sait pas où dort sa fille. Les Témoins de Jéhovah qui ne fêtent jamais les anniversaires (c'est bassement païen) ont quand même bien repéré la date de sa majorité. La jeune fille peut donc refuser toute transmission sanguine, entrer dans l'organisation pyramidale, prévoir la fin des temps toutes les semaines, croire à la destruction de l'ancien monde, Armageddon, déjà annoncée pour 1914 (finalement non), puis 1925 (encore raté!), reportée à 1975 (pas mieux), et désormais officiellement programmée pour 2034.

### Emploi du temps

Seulement voilà, tout a commencé quand Maroussia était mineure. «Ado, j'ai été moi-même Témoin de Jéhovah, mais j'en suis sortie, dit sa mère, toujours très croyante. Quand ma fille avait 10 ans, j'étais malade, seule, et j'ai pensé que j'allais pouvoir accompagner une étude de la bible, une heure pas semaine à la maison, en prendre et en laisser. Les Témoins de Jéhovah ont su jouer sur mes peurs de la tentation de la drogue pour ma fille. Elle a été invitée à des pique-niques, elle a reçu des petits cadeaux. La situation m'a échappé». À 13 ans, Maroussia est enrôlée dans des tournées de porte-à-porte, pour faire du prêchi-prêcha le dimanche matin, accompagnée par un adulte Témoah de Jéovain. Entre huit et quinze heures par mois, sans compter les moments de prière quatre fois par jour, et trois réunions par semaine. La fille dîne enfermée dans sa chambre, prend ses distances avec sa mère. Réponse toute prête soufflée par les Témoins: «Le royaume de Dieu

passé avant la famille». Passons. Bonne élève au collège puis au lycée, elle est quand même épuisée. Les Témoins font le forcing pour qu'elle soit baptisée avant ses 18 ans. La mère refuse. Évidemment, ces Témoins que rien le clament: ce n'est pas une secte, ah mais pas du tout, d'ailleurs ce sont eux qui le disent, alors. Et puis c'est très mauvais pour le commerce, cette réputation.

### Endurance

La mère a pris un avocat. Comme si le droit pouvait gérer le commerce des âmes. M<sup>e</sup> Benjamin Boucher a écrit une lettre aux Témoins de moins J, alignant tout un tas de gros mots qu'on ne devrait pas répéter: «état de sujétion», «chantage affectif», «conditionnement psychique», «emprise morale», «enfermement sectaire», «endoctrinement» et tant qu'il y est, «abus de faiblesse», un truc réprimé par le code pénal, qui peut valoir jusqu'à trois ans à quatre ou cinq 24h/24 dans une cellule de méditation, matelas par terre, calendrier des mutineries à demander à l'administration pénitentiaire, transfusion sanguine sur rendez-vous. On se demande où l'avocat va chercher tout ça. En fait, il a trouvé des mots dans les cahiers personnels où l'ado a consigné son quotidien et parle de sa «famille égarée spirituellement», copie des phrases comme «Le mari considère sa femme comme un vase précieux», «Le diable essaye de faire sombrer le monde dans l'indifférence spirituelle», ou «Ne pas renoncer! Endurer!»

Un mot d'un Témoin atteste

### Prière d'insérer

## Les cathos jemenfouistes

Sans doute pour ne pas choper de maladie contagieuse, les curés ont inventé les «chrétiens à distance»\*. En gros celles et ceux qui s'en foutent carrément mais n'ont pas demandé à être débaptisés. Le concept est servi en évoquant les journées mondiales de la jeunesse à Madrid en août. Le chrétien à distance est dans la cible marketing, pas vraiment brebis égarée, mais pas dans le troupeau. Mais avant de les choper, c'est comme à la chasse au dahu, il faut les approcher. Baptisés de tous les pays, gardez vos distances. ■

\* Ovest-France, le 29 novembre 2011

comment on prépare à se défier des méchants: «As-tu rencontré des pressions sournoises (ou persécutions) dans les cadres familial, scolaire?», écrit un certain Bruno Fouchez.

En 2006, un «rapport parlementaire sur l'influence des mouvements à caractère sectaire sur la santé physique et mentale des mineurs» épingle les Témoins de Jéhovah sur le conditionnement et la culpabilisation des enfants, les troubles psychologiques induits par «la séparation d'avec le monde», la surcharge de l'emploi du temps, l'incapacité du développement de l'autonomie, les risques de non-dénonciation d'abus sexuels sur mineurs, le problème des transfusions sanguines.

Une décision du 8 avril 2008 de la cour d'appel de Caen a été transmise à tous les parquets. Elle indique qu'en matière de secte, un parent peut se constituer partie civile même pour un enfant majeur, et relever l'abus de faiblesse sur les années antérieures. Il faut être tolérant. À Nantes, Mathieu Fohlen, substitut du procureur chargé des sectes, n'en a pas tenu compte: «L'enquête préliminaire vérifie juste si la jeune femme va bien. Il n'y a pas d'infraction pour l'instant. Quand elle était mineure, elle était sous l'autorité de sa mère...» Pour Guy Canonici, président de la fédération des témoins de Jéhovah en France, «Il ne s'agit que d'une affaire de mésentente familiale. Ça ne nous concerne pas pour l'instant». L'instant, ça doit être ce petit ennui juste avant la fin des temps. ■

Armand Guédon



Areuh areuh

# Fais risette, crache pépettes

De juteuses opérations se font sur le dos des bébés dans les maternités. Des clichés négociés en faisant jouer la corde sensible.

LE CHU a dénoncé le 4 mars la convention qui autorisait une société privée à venir tirer le portrait des bouts de chou et faire du commerce post-accouchement. Primaphot se fait ainsi virer d'un marché dont elle avait l'exclusivité depuis pas loin de trente ans. Aussitôt sur les rangs, la société Sourires d'enfants opère déjà clinique Bréteché et à la polyclinique de l'Atlantique, qui cumulent 6700 accouchements par an. Au CHU, la dernière convention datait de 2004 et octroyait à l'hosto 24 000 euros l'an, soit six euros par bébé et 4000 naissances par an. « Ce n'était pas une rétribution sur le chiffre d'affaire, dont on n'a pas connaissance », dit Sandrine Delage, directrice adjointe du CHU. Motif de la fin de contrat : « Une patiente a été démarchée à son domicile pour autre chose que de la photo ». Et quoi donc de si peu photogénique ? Mystère et boule de gomme. Contactée par Lulu, Primaphot n'a pas souhaité s'exprimer. Une affaire juteuse puisque les mails obtenus via les bordereaux à la maternité sont revendus par paquets de mille à d'autres sociétés. Croulant sous les offres de bouffe pour bébé, vêtements et couches, un couple d'Île-de-France a saisi la Cnil pour faire arrêter ce spam, mais Primaphot « qui loue environ 300 000 adresses par an »\* avait déjà vendu ses listes, le coup était parti.

## Chéri, j'ai agrandi le bébé

L'hôpital public palpe donc sa com' au passage sur ce babyzness tout en cliché. On croyait que c'était un établissement de soins, c'était un photomaton à commission. « On a longtemps cherché un niveau de prestation comparable à celui des cliniques privées, très attentif à leur offre poussée vers l'hôtellerie. Sur les maternités, la concurrence est très forte. Mais la priorité pour nous, c'est d'avoir des chambres individuelles avec cabinet de toilette privatif ». L'établissement public de santé laisse tout ouvert aux VRP du cadre de bébé.

## Photo en blouse blanche

Des années que des sociétés afutées font du beurre dans les maternités, en tirant d'office le portrait des nouveau-nés et des mamans. Le photographe qui pousse la porte de la chambre a une blouse blanche, comme tout le monde ici. Tromperie ? Pas du tout, c'est pour pas faire d'ombre sur les photos. Accessoirement, le photographe Primaphot est rémunéré 3,60 euros par maman et progéniture. Faut pas traîner pour tirer un Smic. Face à ce petit commerce presque forcé, peu refusent la séance de photo éclair. Quelques jours plus tard, de préférence à une heure où elle a peu de chance de croiser le papa, une commerciale (900 euros mensuels, tout le reste à la commission) déboule à domicile pour fourguer des photos en veux-tu en voilà, pour la famille, la belle famille, tout un tas d'albums, « livret de naissance », « baby livre », cadres, pochettes cadeau et un

CD avec les images du lardon. Il y a une photo gratuite, mais avec tout le kit, la facture peut grimper jusqu'à plus de 500 euros. À la maternité de l'hôpital public de Nantes, juste avant la résiliation du contrat liant l'hosto à Primaphot, une mère pourtant sous tutelle s'est fait fourguer une facture de 360 euros. La vente joue sur la corde sensible, voire le sentiment de culpabilité. Madame, mais si vous refusez de si jolies photos qui sont déjà tirées, on va devoir les détruire... Pensez. Détruire le portrait de la chair de sa chair... « On ne met pas une arme sur la tempe de nos clients, qui n'ont pas non plus 90 ans, soupirez une commerciale nantaise. Abus de faiblesse ? Ah

noon... Après, bien sûr, c'est du commerce, mais sous couvert de la vente à domicile, avec délai de sept jours ». Un délai légal de rétractation qui permet d'obtenir remboursement, mais il faut parfois se montrer agressif au-delà de quelques mails, ajouter qu'on va prévenir la Direction des fraudes, menacer de porter plainte. La société doit avoir l'habitude, le serveur vocal du siège, à Courbevoie, propose spontanément la touche « vous voulez vous faire rembourser votre commande ». L'hôpital n'a pas encore l'option : Recommencez votre accouchement, votre bébé est flou. ■

Emma loté

\* Le Parisien, le 11 mai 2010



## Tartagueule dématérialisée

# Bien vivons avec l'autrui

L'homme est comme un autrui qui doute. Ce qui est déjà douteux.

IL faut lire le bulletin municipal. C'est très vivifiant pour le bien vivre ensemble avec l'autrui de proximité. Notre bon maire de Nantes y va de son couplet « Soyons les défricheurs de l'avenir ». Et c'est bien connu, l'avenir commence sans plus attendre à l'instant même illico presto. Cette prestance se traduit par une innovation ; « e-démarches : la Ville facilite les formalités administratives ». Un souffle neuf change in petto la vie quotidienne. D'ailleurs c'est expliqué : toutes ces formalités se formalisent désormais via internet et c'est pas trop tôt, mais c'est trop top. « C'est un moyen pour le service public de se rapprocher de l'utilisateur et de lui en faciliter l'accès ». Tout le

miel de la citoyenneté vivotant ensemble, avec « des services à n'importe quelle heure, 7 jours sur 7 qui permettent de s'affranchir des horaires d'ouvertures et des déplacements ». On va pouvoir s'inscrire pour les élections, demander un acte de naissance, payer les factures périscolaires en ligne. Mais bon, pour accrocher le chaland et plaire au populo, il fallait bien une mesure phare. Elle est lisible à la fin de l'article de deux pages, en note en bas de page, en petits caractères : « Les premiers services pourraient concerner le signalement d'un tag ».

Devenez pion à la fenêtre, indic au clavier. C'était donc ça. Signe balance, ascendant scorpion amateur. ■

## Jungle des villes

# Les partagistes au pilori

Bien vivre ensemble n'est pas partager. Pas pareil. Parce que voyez-vous, on n'est pas des chiens. Le « guide du bien-vivre ensemble » détaillant les « règles de civilités à l'usage des citoyens nazairiens » n'oublie pas de prévenir : « Je ne partage pas mon casse-croute avec les animaux ». C'est très mal. C'est de l'incivilité. On ne sait pas si un guide du bien-vivre à l'usage des goélands, clébards et moustiques nazairiens leur précise de ne pas refiler leurs restes de poubelles, leur gamelle, ou leurs ponctions de sang aux civils humains. ■



## Socio logis

# La petite maison dans l'après ric-rac

Lotissement chic, mais ric-rac question fric : garder une employée à moins de 400 euros par mois, c'était la ruine. L'expulser permet de récupérer la maison de fonction. Humanitairement, bien sûr.

CONCIERGE du lotissement de standing du Housseau, à Carquefou, Éliane Dupé a cessé de plaire. Surtout que la maison où elle loge avec sa mère handicapée a quelque menu intérêt pour l'association de copropriétaires\*. Achetée un franc symbolique avec le terrain de 5000 m<sup>2</sup>, elle a une valeur plus que symbolique. En 2003, on avait déjà voulu récupérer la maison où habite Éliane Dupé (occupation prévue par le contrat de travail), en la virant sous prétexte que les feuilles mortes sur le tennis n'étaient pas balayées aux normes Iso 9002. Enfin presque. Le licenciement pour motif d'insuffisance professionnelle échoue. Les prud'hommes imposent même qu'Éliane Dupé relève de la convention collective des jardiniers. Mais Éliane Dupé a surtout pour objectif de demeurer là où elle a toujours vécu, où son grand père Albert a été métayer du château. Dans les années soixante, la propriété s'est muée en lotissement huppé, et le métayer en gardien. Elle incarne la troisième génération au service des habitants des lieux.

Après la première tentative, les plus vindicatifs des propriétaires serraient les fesses. Avec cette satanée décision des prud'hommes, la concierge jardiniérisée avait cinq ans pour faire valoir ses droits antérieurs, heures sup, congés payés, rémunération recalculée au barème convention collective. Soit près de 100 000 euros. Éliane Dupé n'a rien réclamé, considérant que le maintien dans les locaux était son

objectif, vivant avec son salaire à mi temps : 356 euros net. Mais au bout de cinq ans, les copropriétaires forgent un nouvel argument : son travail est externalisé, donc licenciement économique, et comme le logement est lié : plus de contrat de travail, allez hop expulsion ! À la rue. Compte tenu de la valeur économique du logement « dans un des lotissements les plus agréables de l'agglomération », comme dit M<sup>e</sup> Delalande, avocat de l'association des propriétaires, et du souci de « faire les choses de manière très humaine », on lui demanderait 1200 euros de loyer pour rester. Prix d'ami.

Pour le licenciement économique, l'employeur (les 240 copropriétaires) devra prouver devant les prud'hommes que la maigre rémunération de sa concierge le met en difficulté et que le recours à une société extérieure va le sauver d'une ruine certaine. Les procédures contre le licenciement et l'expulsion se chevauchent. Concernée par les expulsions, la préfecture a déjà fait savoir qu'elle considère le licenciement abusif. Restent que les copropriétaires ne font pas bloc. Un comité de soutien à Éliane Dupé s'est créé. Mais la dernière assemblée générale extraordinaire convoquée pour statuer sur l'expulsion a été écourtée à quelques minutes par l'avocat de l'association qui a roulé les opposants dans la farine. De manière très humaine, bien sûr. ■

Rémi Zérah

\* « Chasse au serf chez les rupins », Lulu N° 38, novembre 2002

# Sans diconner

Pas encore commencé, déjà controversé, le dictionnaire pour Nantes. Trop fort, le buzz.

CHACUN Nantais attend depuis des lustres qu'un gros dictionnaire historique lui raconte tout ce qu'il n'ose imaginer sur la bonne ville de Jean-Marc Ayrault, depuis le paléolithique supérieur. Mais il faut encore attendre. Les historiens qui travaillent sur le temps ne font pas du marketing, ils arpentent le passé, prennent le temps, et pondent des bouquins. Et parfois montent des coups pour faire éditer leurs pavillons. Prévu pour publication à l'automne 2013, en un ou deux tomes, le dictionnaire de Nantes n'a pas d'éditeur, mais a illico trouvé sa bonne fée. Née en octobre dernier, avec pour unique objet de réaliser cette encyclopédictionnaire, l'« Association pour l'étude et la valorisation du patrimoine nantais » reçoit trois mois plus tard une subvention de fonctionnement d'un montant de 45 000 euros\*, quand toutes les nouvelles associations doivent poireauter un an d'existence avant de briguer des subsides publics. Un montage sans précédent à Nantes. Le coût final a été annoncé entre 200 000 et 300 000 euros. Autour de l'historien Alain Croix, les huit fondateurs de l'association sont pas trop mal vus du pouvoir en place, puisqu'y figure la directrice du patrimoine et un autre fonctionnaire de l'archéologie. Ils ont aussi siégé au comité scientifique du musée du château. « On y a fait du bénévolat pendant sept ans », soupire Didier Guyvarc'h. Certains ont déjà fait des dictionnaires dont l'utilité échappe parfois au commun des mortels, comme le dico des lycées publics des Pays-de-la-Loire en 2009, suivi par son équivalent en Armorique. Voté en juin dernier par la Région Bretagne, le budget de 200 000 euros pour 4 000 exemplaires de ce pavé d'histoire des établissements scolaires a fait grincer quelques dents et vu les élus Europe écologie et UDB s'abstenir\*\*.

de quelques centaines de livres, quand ils ont trait à l'histoire de la cité. Ici, aucun éditeur n'est actuellement envisagé. « On donnera peut-être le manuscrit à la ville qui en fera ce qu'elle veut, le diffusera peut-être sur internet », dit Didier Guyvarc'h, répondant ainsi à la remarque d'un prof comme Jean-Louis Liters, cofondateur de l'association des amis du Lycée Clemenceau, qui se demande « si l'idée d'un ouvrage papier traditionnel n'est pas aujourd'hui totalement dépassée », suggérant un site internet, moins cher et plus facile d'accès pour tous. Le maire de Nantes a reçu fin mars un courrier d'auteurs pressentis\*\*\* et d'universitaires s'étonnant du montage financier, de la présence d'agents municipaux, soulevant des objections sur l'opportunité d'une telle publication et sur les partis pris des « entrées » du dico. Un contenu qui pourrait en fait être corrigé en cours de route. « À l'évidence, vu le temps que ça va nous prendre, le objet n'est pas de faire de l'argent avec cette affaire. Il n'y a pas de frais de bouche », dit Thierry Guidet, membre du petit comité et directeur de Place Publique, revue financée par Nantes métropole. Le petit comité a aussi répondu par quatre pages d'explication qui affirment que « le coût total (200 000 euros) sera en partie pris en charge à 55 % par des subventions (Ville de Nantes, et nous l'espérons, d'autres partenaires) à l'association constituée pour la réalisation du DN, et par du mécénat d'entreprises privées. Les 45 % restants seront pris en charge par l'éditeur et couverts par les recettes provenant de la mise en vente du livre dans l'ensemble des librairies françaises ». Vu le marché de l'histoire locale en librairie, pas sûr que les ventes hors Nantes se comptent sur les doigts de plusieurs mains. Avec ses 684 entrées, ce dictionnaire ne sait pas grand chose de sa sortie. ■

Lulu Castagnette

\* Conseil municipal de Nantes, 4 février 2011

\*\* Le Télégramme, 4 juin 2010

\*\*\* dont l'auteur de ces lignes, contacté pour deux petits articles

**Papier dépassé**  
À Nantes, ce montage devrait faire fantasmer les éditeurs, qui tentent régulièrement de solliciter la Ville pour des pré achats

## Force de l'ordre Louboutin, lou radin

La presse, même condamnée, ça eut payé, mais ça paye plus.

Archi condamné, mais décoré de l'ordre national du mérite ce 23 avril à La Baule, le patron de presse nantais le plus doué de sa génération se fait tirer l'oreille pour larguer l'oseille. Trainé aux prud'hommes en 2006 par deux pigistes de son magazine *Nantes Femmes*, Hervé Louboutin ne s'était pas pointé à l'audience, pour ne pas entendre des vulgarités comme absence de contrat de travail, arriérés, travail dissimulé. Condamné, Louboutin a joué les fauchés, obtenu un échancier, comme un pauvre bougre écrasé de dettes. Il a même arrêté les versements mensuels, qu'il n'a repris que sous la menace, réitérée tous les mois, de mise en liquidation de sa boîte. Quatre ans après le jugement, il a fini par régler les retards de salaires, mais traîne la patte pour payer cinq ans de droits d'auteurs, proposant une transaction sur ce qu'il est pourtant tenu par la justice de régler intégralement: soit les deux pigistes acceptent juste la moitié de leur dû, sur un an, soit elles exigent la totalité, mais étalé sur dix ans, au risque de voir la société capoter d'ici là. Mais jamais *Nantes Femmes* ne fait l'éloge de la capote. ■

\* « Louboutin harcelé par ses femmes », Lulu N° 54, novembre 2006

## C'est les autres L'enfer et contre tout

Se choper des PV, quand on est flic, ça énerve. La presse compatit. Ça soulage.

Nantes, ville où il fait si bon vivre? Pas du tout. Parce que ça n'a l'air de rien mais on peut s'y retrouver condamné à l'enfer. Hop, comme ça! Rappelons tout de même à celles et ceux qui vivent dans un Eden cotonneux à l'abri de tout tourment, que l'enfer, c'est chaud. On pourrait définir ça comme un état de souffrance extrême de l'esprit humain après sa séparation du corps, la douleur s'expérimentant après le trépas par ceux qui ont commis des crimes et des péchés graves lors de leur existence terrestre. Des Nantais ont connu ça, à en croire le quotidien\* qui s'y connaît en bondieuseries et en flammes expiatoires. Mais soulagement, à l'heure où nous publions ces lignes, ils en sont sortis. Ce sont pourtant de hardis fonctionnaires, des policiers. Le titre est explicite: « *Waldeck; la fin de l'enfer du stationnement* ». La souffrance aura été terrible, peu furent épargnés. Ce qui s'est passé? Les travaux du commissariat étaient en retard, le parking au sous-sol n'a pas été livré. « C'est tous les jours l'enfer de trouver une place aux alentours. On se gare souvent à 800 ou 900 mètres, on doit payer, et on perd un temps fou », témoigne Arnaud Bernard, syndicaliste à Alliance. Attendez, éloignez les enfants, il y a pire: « C'est ingérable, certains d'entre nous se font verbaliser quotidiennement ». Par leurs collègues de la police municipale. L'enfer, c'est donc ça: les autres, ceux de la guerre des polices. Caïn et Abel. Délivrez-nous du mal. Un mois plus tard, même chanson: « *Les médecins en ont assez des PV!* »\*\*Peuvent pas stationner à l'arrache sans qu'un papillon se pose sur leur pare-brise. Et ça, ça les leur brise menu. Mais dans l'évocation journalistique de ce tracé à répétition, plus question d'enfer. La médecine prémunit-elle contre la repentance, le cul léché par les flammes? Ou les flics, en vrais pros de l'enfernement, sont ils plus proches de l'enfer? Ou alors on me ment? Un dilemme infernal. ■

\* Ouest-France, le 14 janvier 2011  
\*\* Ouest France, le 18 février 2011



# Jules, tête de mule

Il revient toujours. Six ans après l'année Jules Verne, rien que pour vous embêter, revoilà le Jules, revu et corrigé par le dessinateur belge Gelée. C'était pour un match épique contre nos catcheurs à moustache à nous. À l'occasion, les Belges ont publié ça dans un fanzine à quelques exemplaires, intitulé Nonante. Un titre très belge emprunté aux Nantais de « Fume ta moustache ». On vous aura tout dit.

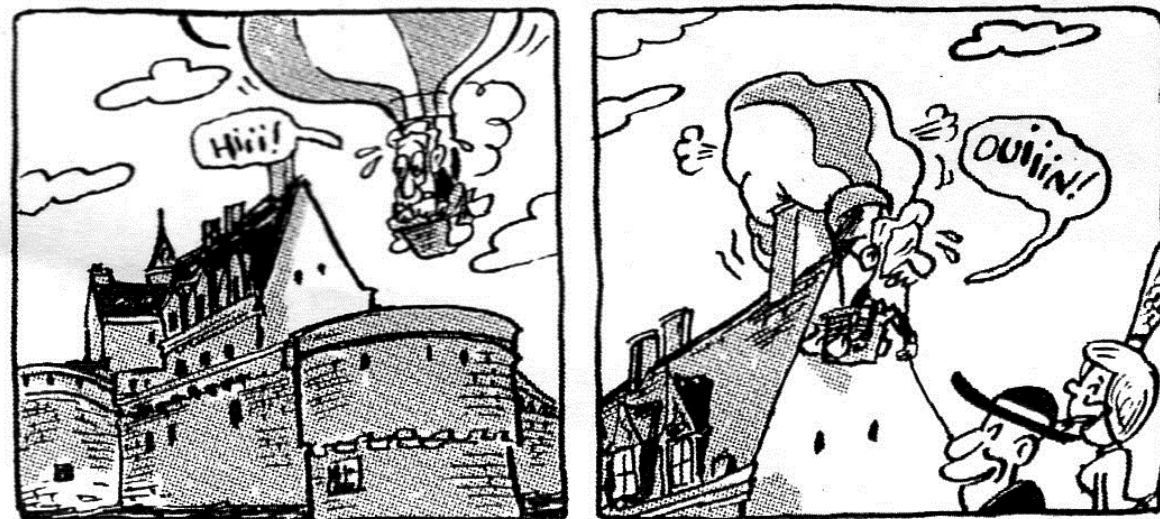
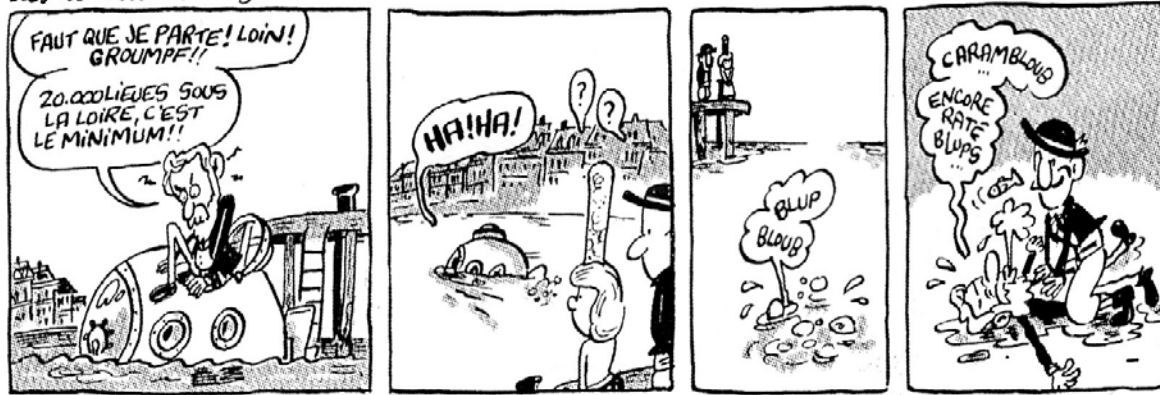
Les aventures de Jules Verne



Les aventures de Jules Verne



Les aventures de Jules Verne



Gelée

## Dîner de concours

### La com : techniques nouvelles

Écrivez-donc, laissez votre adresse, on vous écrira.

LARGEMENT relayée par la presse locale, un concours de nouvelles sent l'embrouille de com. D'ailleurs, c'est organisé par une agence de communication, Quatre-Quatre, fondée à Nantes en 2005 par Isabelle Buisson-Gilbert. Pour ce concours de nouvelles, qui laisse aux gogos l'espoir d'être reconnus pour leurs talents de plume, le jury panache des représentants de Système U (le gros client de l'agence), de l'incontournable école privée pour fils à papa SciencesCom, du CCO, et quelques membres de la léthargique académie de Bretagne, pour faire genre.

Francis Mizio (écrivain publié, n'ayant aucun besoin de ce genre de concours) flaire l'embrouille sur le dos des gens qui rêvent d'écrire. L'écrivain taquin teste le concours, envoie un texte bancal, inachevé, impubliable,

qui poussierait dans un de ses tiroirs. Normalement, le jury planche sur des textes anonymisés, l'identité des auteurs réduite à un code de deux lettres et trois chiffres. Du sérieux. Mais l'agence de com le relance illico par mail, lui demande son texte sous version numérique pour publication dans le recueil. Surprise. Et le jury qui se réunit dans deux mois? On anticipe les résultats? La gérante Quatre-Quatre monte sur ses grands chevaux vapeur, répond sur un ton plein de dédain hautain et autres mots tout-terrain. Mizio demande qu'on le retire des candidats. Quatre-Quatre insiste, fait le forcing. De quoi se demander si le concours, bidon, ne manquerait carrément pas de contributions et que du coup, tout est bon à garder. Aux dernières nouvelles, Super U n'en a pas en rayons. ■

### Le tout-terrain tintin

Quatre-quatre; alias QQ, se voit obligée de justifier son nom pour pas qu'on les prenne pour de gros cons de pollueurs. Non non, pas du tout, ils sont très écolos: «roulant en Smart, nous n'avons aucun complexe à conserver une appellation qui ne remet pas en cause notre souci de l'environnement». DaimlerChrysler version kéké-blaireau fashion qui se la joue, ou Machinchouette en mode green ouaching, la bagnole comme preuve de son engagement environnemental, c'est assez audacieux. Si ça s'appelle Quatre-Quatre, c'est juste qu'ils se revendiquent «tout-terrain». Pas pour se faire éreinter par les railleurs à dérailleurs ou même piétons. La com, c'est pas des métiers faciles. ■

### Bien mal acquis

### J'irai cracher sur vos livres

ÇA s'appelait la «politique d'acquisition», du temps où les bibliothèques avaient pour mission de faire connaître et de divulguer les auteurs et les livres à tous les publics. Fini tout ça. On y a fait entrer la logique du marché. Aujourd'hui, les cadres de la médiathèque Jacques-Demy squeezen les bibliothécaires, s'appuyent sur les listes des best-sellers de la presse à la mode et des supermarchés et commandent illico sans regarder ni quoi ni qu'est-ce. Dans la liste des 21 derniers acquis, un bouquin réédité, *Le Camp des Saints* de Jean Raspail, où l'auteur insiste longuement sur la pauteur

des immigrés: «un livre raciste. Odieusement raciste», écrit dans *Libé* Daniel Schneidermann\* en le rapprochant de l'immonde *Bagatelles pour un massacre*, de Céline. À Nantes, la lecture publique détient désormais trois exemplaires du bouquin de Raspail. La bavure révèle aussi l'expression du malaise profond des professions de la culture dont on nie les savoirs pour offrir aux «clients» une soupe validée par les ventes. Tout en chargeant l'extrême droite des rayons. ■

\* «Appeler racistes les racistes», *Libération*, le 19 avril 2011. Voir aussi «Le camp des Saints, un succès de librairie raciste?», *L'Express*, le 6 avril 2011

## Qui ça ?

Ont œuvré à ce numéro: Jules de chez Smith, Alan Greenspanne, Nicolas de la Casinière, Tony Bintje, Gwen, Victor, Sophie Nasri, Pich. Mise en page: Pascale Hibrage.

Directeur de publication: Nicolas de la Casinière.

N° ISSN: 1270-4911 - N° CCPAP: 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lettre à Leuleu.

Tirée à 3500 ex. sur papier recyclé par LNG, 13 rue Lavoisier, 44980 Sainte-Luce-sur-Loire.

Les archives du journal sont sur [lalettrealulu.com](http://lalettrealulu.com)

Les textes publiés sont «copyleft». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

### Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom: .....

Prénom: .....

Adresse: .....

.....

.....

email: .....

chèque à l'ordre de  
La Lettre à Leuleu  
11 rue des Olivettes  
44000 Nantes